

N'abandonnons pas l'Administration autonome du Nord-Est syrien

Depuis plusieurs semaines maintenant, l'Administration autonome du Nord-Est syrien (AANES) (parfois appelée Rojava) subit de nouveau des attaques militaires et politiques. Cette région est issue d'un vaste processus politique visant à proposer un projet décentralisé démocratique et fondé sur une reconnaissance des minorités culturelles et religieuses. Cette administration a beaucoup porté en matière de droits des femmes. Elle aussi a lutté sur le terrain contre Daesch et s'est vue confier par la communauté internationale la gestion des centres de détentions des combattants de Daesch.

Solidaires 93 avait déjà soutenu le Rojava au moment où il était la cible des attaques du régime de Bachar El Assad puis de Daesch, dans le cadre de la guerre civile. Certains de nos camarades se sont même rendus sur place pour rencontrer et tisser des liens.

Aujourd'hui, c'est dans un contexte de destruction du droit international, de montée des fascismes en particulier dans la sphère occidentale et de nouvelles déstabilisations dans la région entre la situation en Palestine et celle en Iran... que le Rojava se trouve menacé.

La communauté internationale se tait, abandonnant ceux et celles qui ont combattu hier.

Il y a nécessité à réagir. La France comme l'Union européenne doivent réagir et rappeler la nécessité que l'Administration autonome mais aussi toutes les minorités en Syrie soient protégées et qu'elles puissent – comme elles demandent – être partie prenante de la nouvelle Syrie. Il est par ailleurs largement temps que soient reconnus les droits politiques, démocratiques et collectifs du peuple kurde en Syrie.

Nous alertons afin de demander :

- La protection de toutes les civil-es
- Que cessent tous les massacres sur les minorités en Syrie ainsi que la double invasion syrienne et turque sur les territoires gérés par l'administration autonome
- Que reprennent les négociations entre le gouvernement transitoire et les autorités de l'AANES –
- Qu'aucun soutien ne soit apporté au gouvernement de transition syrien sans condition de protection des minorités.

A Bobigny, le 23 janvier 2026